

Fête de l'Humanité - Les milliardaires ont-ils pris le pouvoir ?

34 min · Parti Socialiste

Merci en tout cas d'être ici, de nous suivre aussi, je ne sais pas si c'est en direct ou ensuite pour du replay. C'est en du replay. Bonjour le replay et merci à Amara qui est derrière la caméra du replay et que vous ne voyez pas, mais qui est là. Commencez évidemment en disant que pour les socialistes, ça fait déjà quelques années qu'on est présents et présents sur la fête de l'humanité. C'est extrêmement important pour nous parce que c'est évidemment un symbole ici de nos travaux pour la construction de l'Union de la gauche. On travaille évidemment avec les communistes depuis très longtemps dans beaucoup de nos collectivités, mais aussi au niveau national. Et il faut le dire, nos députés travaillent ensemble régulièrement. Et cette année, alors que va commencer une année de présidentielle avec un débat national extrêmement fort, on a souhaité pour cette première table ronde, ce premier débat, discuter finalement de la question de la démocratie et du pouvoir, et en particulier de ce qu'on observe parfois, à savoir cette confiscation du pouvoir par quelques -uns, et notamment par ce que certains appellent les oligarques. Et dans cette première table ronde, on se pose la question, est-ce que finalement les milliardaires ont pris le pouvoir ? Pour cette discussion, je tiens à te remercier d'être avec nous, parce que c'est vrai que Leïla Abdelgayacoub, tu es d'Oxfam, une organisation que je vais te laisser présenter parce qu'elle fait un travail assez formidable et très large. Est-ce que peut-être tu peux nous parler de ça ? Pourquoi est-ce que à Oxfam, vous vous intéressez, tu peux prendre ton micro, pourquoi est-ce que vous vous intéressez à cette question particulière de la démocratie, de finalement la captation des richesses par quelques -uns, et peut-être parce que si vous faites pas mal d'études vous-même, qu'est-ce que vous avez observé ces dernières années ? Est-ce qu'on est dans un mouvement particulier ou est-ce que c'est peut-être juste comme d'habitude ? Merci beaucoup. C

Leïla Abdelgayacoub : c'est une très bonne question parce que c'est vrai que ça fait des années qu'on étudie les inégalités, qu'on étudie les milliardaires, qu'on tire la sonnette d'alarme. Donc on pourrait se dire finalement chaque année on dit un peu la même chose. Il y a beaucoup de riches, il y a beaucoup de pauvres, les inégalités c'est quelque chose qui est injuste. Mais c'est vrai que pour nous il y a quelque chose de très spécifique qui se passe depuis quelques années qui est une accélération vraiment très inquiétante, vraiment une réelle explosion des inégalités partout dans le monde, mais y compris en France. Et d'abord pour répondre sur la présentation d'Oxfam en quelques mots qui vont vous expliquer pourquoi je vous parle de ça, en fait Oxfam, et notamment Oxfam France, c'est une association qui est membre d'une confédération internationale qui lutte contre les inégalités et contre la pauvreté partout dans le monde. On fait ça de plusieurs manières. Ah oui c'est un peu fort. C'est les milliardaires qui veulent te perturber. Ils le censurent. Et donc on a une organisation qui lutte contre les inégalités et contre la pauvreté de plusieurs manières. À la fois en étant présents dans plus de quatre ou un pays dans le monde, donc en faisant de l'aide humanitaire, de l'aide au développement, mais aussi en essayant de lutter contre les inégalités et contre la pauvreté, à leurs racines, et donc notamment en faisant du plaidoyer, y compris en France, pour essayer de changer les choses là où les décisions se prennent, et là où il y a du pouvoir, notamment chez les milliardaires, et notamment dans les pays du Nord comme la France. Donc c'est dans ce contexte là qu'on fait un tas d'études, qu'on sort des rapports annuellement et même plus sur les inégalités, et c'est dans ce contexte là qu'à la fois l'explosion de la fortune des milliardaires et leur rapport au pouvoir commencent à nous inquiéter très fortement. Et du coup, parce

que moi au parlement... Je vois Alexis Corbière qui arrive et donc je vais juste pour peut-être te poser une autre question. Ah génial ! Te poser une autre question avant qu'on puisse continuer. Moi au parlement européen, je travaille notamment sur comment est-ce que les enjeux que t'évoquent là... Alexis, viens te mettre à côté de moi, je pense que ce sera mieux, comme c'est moi qui pose des questions. Et... Et... Et coucou. Merci d'être avec nous, monsieur Corbière. Non, pas de problème. En fait, moi je travaille beaucoup sur les enjeux autour de l'information, des médias, de la culture. Est-ce que peut-être tu peux nous parler pour toi des dangers que tu vois sur la question de la démocratie ? Parce qu'en fait, on a évidemment la question de l'explosion des inégalités. Qu'est-ce que t' observes peut-être pour la question démocratique

Leïla Abdelgayacoub : ? En fait, pour nous, ces deux choses qui sont vraiment fondamentalement liées, c'est parce qu'il y a une explosion des inégalités et de la fortune des milliardaires qu'on s'inquiète pour la démocratie. Pour vous donner quand même d'abord une idée de l'état des lieux, parce qu'on peut vraiment sous-estimer l'ampleur du problème aujourd'hui, nous, une des choses qui nous inquiète, par exemple, comme je le disais, c'est l'accélération du phénomène. Donc l'année dernière, par exemple, on a... Dans notre dernier rapport, on a observé que la fortune des milliardaires avait grimpé trois fois plus vite en un an que pendant les cinq années précédentes en moyenne. Donc on est vraiment sur un phénomène qui est exponentiel. Et avec une augmentation de plus de 81 % de la fortune des milliardaires dans le monde depuis 2020. Donc vraiment en quelques années à peine. Donc dans ce contexte-là, on est mis face à une question de quelles sont les conséquences de cette explosion dans un contexte où la pauvreté, elle bouge pas trop, en France même elle augmente. Et ça, ça nous pose donc beaucoup de questions et beaucoup de questions de pouvoir. Parce qu'au début, si vous accumulez des fortunes même significatives, même qui peuvent vous donner accès à beaucoup de choses, vous pouvez au début en effet avoir un rythme de vie, un niveau de vie plus élevé, accumuler du patrimoine, commencer à accumuler des parts d'entreprise. Et au bout d'un moment, quand vous arrivez à des sommes qu'on a du mal pour l'esprit humain à imaginer, comme un milliard, deux milliards, il y a un moment où tout ce que vous pouvez acheter, c'est vous acheter le fait d'avoir encore plus d'argent et donc en fait d'avoir encore plus de pouvoir. Parce que ça devient quelque chose qui est décorrélé même du mode de vie. Et donc la question de l'achat du pouvoir, elle nous inquiète, elle nous intéresse beaucoup depuis quelques années à Oxfam, elle prend beaucoup de formes. Une d'entre elles, c'est vraiment celle de la question de l'influence politique, elle peut être directe ou indirecte. Nous on en est venu à parler de quelque chose qu'on appelait les inégalités politiques. C'est-à-dire que vous allez avoir selon votre niveau social, selon vos moyens financiers, un accès à la politique et au poids dans le monde politique qui va être différent. A tel point qu'on a calculé que des milliardaires aujourd'hui dans le monde ont 4000 fois plus de chances d'être à un poste politique qu'un citoyen ordinaire. Bon je peux continuer longtemps mais peut-être que... Non mais je vais

essayer du coup de poser une petite question à Alexis, lui souhaiter la bienvenue sur le stand des socialistes. Peut-être pour un peu t'introduire et aussi te parler de choses que tu aimes parce que tu es un homme d'histoire. On est ici, je crois, toutes et tous des héritiers des Lumières mais aussi de la Révolution française. Robespierre disait que les grandes richesses corrompent à la fois ceux qui les possèdent mais aussi ceux qui les envient. On a eu un président de la République, Emmanuel Macron, qui a dit que tout le monde rêvait d'être milliardaire. Qu'est-ce que ça dit peut-être du temps présent à la fois que les milliardaires sont de plus en plus puissants comme Leïla vient de nous dire avec Oxfam mais aussi peut-être qu'on a une droite qui aujourd'hui fait de l'accès finalement à cette super richesse, une espèce d'idéal de vie aujourd'hui.

Oui c'est ça. Bon merci, excusez-moi du retard connaissant Emma et Leïla. J'imagine que la précision des chiffres a été donnée sur le constat. Évidemment dans le thème et le titre du thème il y

a un point d'interrogation mais comme dirait l'autre tout le monde connaît la réponse à cette question. Alors sur ce que la question que me pose Leila c'est la question, il y a un pouvoir qu'ils ont, non seulement le pouvoir de la finance mais c'est le pouvoir idéologique, la domination culturelle, les normes. Et ça c'est intéressant de comprendre que dans ce que nous avons à faire c'est aussi de, je vais dire, le mot déconstruire. Mais le fait que le modèle que renvoient les ultra riches est un modèle qui déjà est impossible à atteindre collectivement, ce qui est quand même un problème, c'est à dire que quand même ils nous fascinent, quand même on veut leur ressembler, quand même nous aimerions vivre comme eux, c'est humainement impossible. Et là la question écologique s'introduit dans la question sociale, ce qui est intéressant ça fait le lien, c'est à dire que leur mode de consommation, l'insolente accumulation de richesses etc. va de pair avec quelque chose qui est une prédation sur la planète elle-même. Alors sur après cette longue bataille qu'évoquait Emma, c'est à dire que, y compris c'est intéressant quand on voit les débats durant la révolution française, à mon avis il y a un débat, tu citais Robespierre, ça me fait plaisir qu'on le cite et qu'on n'en ait pas peur, même si il s'agit toujours avant regard critique mais ça fait partie des grandes figures d'un débat important, c'est que quand il y a un débat, alors ne le prenez pas mal, il s'agit, c'est un débat sur ce qu'on appelle le marbre d'argent, c'est que certains proposent qu'il y aurait le droit de vote, c'est que pour les hommes, mais qu'éventuellement il faut ça quitter d'une certaine contribution, d'accord, il n'y a que les plus riches et le vote sans crier, j'ai rien dit. Mais il y a Robespierre qui répond, mais vous voulez substituer l'aristocratie, le pouvoir de l'aristocratie, mais c'est surtout par une aristocratie plus injuste encore celle des riches, c'est à dire qu'on est vraiment un pouvoir qui serait détenu entre ceux qui ont la fortune et qui posent un problème. Donc cette question là, et il y a aussi une autre citation qu'on pourrait prendre de quelqu'un qui ne fait pas partie de notre famille, c'est le général de La Fayette, qui compte à l'époque, vous savez, la particularité du gaullisme, c'est qu'évidemment c'était une politique de droite au service des puissants mais qu'il y avait un discours, une apparence sociale et il disait que, s'interrogeait sur ceux qui possédaient l'argent. Il avait cette phrase, je la cite de mémoire, en disant que ceux qui possèdent les grandes fortunes, en fait, sont possédés par leurs fortunes eux-mêmes. Bon, j'arrête là, c'est citation rapide, mais il y a la question de la domination culturelle. Alors, il faut jouer là-dessus, et je pense que dans le travail qui est fait par les forces politiques, par les différentes ONG qui interviennent, par exemple, il y a une chose qui m'amuse toujours. On nous dit, M. Bernard Arnault, je vais le prendre, il a une grande fortune, mais enfin, M. Corbier, lui, il a travaillé, il a beaucoup travaillé. Bon, alors, qu'est-ce que ça veut dire, beaucoup travaillé ? Moi, on va... Vous avez le personnage de Lucie, vous savez, ses ossements découverts par Yves Coppens, ce corps, ce squelette, sans doute d'une femme qu'il a dénommé Lucie, c'était il y a 3,18 millions d'années, 3 millions d'années. L'anecdote que je vais vous raconter, elle vient d'Oxfam, mais moi, je la trouve bien. Donc c'est ce qu'on a de plus ancien dans la lignée de l'histoire de l'humanité. Mais Lucie, c'est même pas homo sapiens sapiens, c'est vraiment... Bon. Alors si on imagine que si Lucie, il y a 3 millions d'années quand elle vivait, qu'elle avait le salaire moyen payé au SMIC et qu'elle travaillait tous les jours, et Lucie, comme elle est solide, pendant 3 millions d'années, elle est vivante, elle ne prend jamais de jours de congés et Lucie est très économe, elle ne dépense rien de son argent. Donc si Lucie travaillait pendant ces 3 millions d'années, qu'elle gagnait tous les mois le salaire minimum, qu'elle n'en dépensait rien, la fortune accumulée par Lucie serait l'équivalent de 40 % de celle de M. Bernard Arnault. Je trouve ça vertigineux, c'est à dire que... au plus loin que remontent les traces de l'humanité, si quelqu'un travaillait au salaire de ce qui est considéré aujourd'hui, on est pour l'augmentation du SMIC, mais le salaire minimum, bien sûr il ne cessait de travailler, même depuis ce temps extrêmement ancien, la fortune accumulée, tout ça est virtuel, ne serait même pas la moitié de ce que M. Bernard Arnault a accumulé. Donc il y a un côté qui n'est pas à échelle humaine, c'est ce que je veux dire, dans l'accumulation de richesses. Donc nous ne sommes pas là pour punir qui que ce soit, mais pour considérer qu'il y a des choses qui sont inconcevables. Nous n'avons

pas... Le problème, c'est pas les riches, il reste à définir ce qu'on appelle les riches, etc. Mais nous parlons de cette minorité d'ultra-riches qui a vu sa fortune, en raison de politiques, en particulier fiscales, développer ces dernières années, s'accumuler entre les mains de quelques-uns à tel point, mais le chiffre a dû être donné qu'aujourd'hui, les 500 personnes les plus riches, mais vous l'avez dit sans doute, en France, possèdent autant que 30 millions de personnes les plus pauvres du pays. Alors quand on fait référence à la Révolution française, on a l'idée en tête d'un pays d'insolente inégalité. J'ai pas encore trouvé d'historien qui se hasarde à comparer les choses, mais je ne suis pas sûr qu'il y avait 500 personnes, ou du moins on était dans des modèles comparables, qui possédaient autant que la moitié de la population en époque. On en est là dans les inégalités. Alors à nous de mener la bataille, non pas... Voilà. Et je pense que pour terminer, maintenant les années s'accumulent, moi j'ai 58 ans, je pense qu'il est de plus en plus compris, admis dans la population, que nous avons un problème vis-à-vis de ce modèle économique. La critique du système pour faire simple me semble beaucoup plus partagée, en particulier dans la jeunesse, que dans les années 80-90, en raison précisément, je crois, de cet insolent. Donc là, il y a matière à ce que... Quand nous agissons politiquement, nous faisons cette éducation populaire à tout moment pour dire qu'il ne s'agit pas seulement... Bien sûr, nous sommes pour une société qui corrige les inégalités. Notre modèle n'est pas de dire que nous avons tous gagné la même chose, encore que pourquoi pas, mais de mettre en terme à ce qui n'est plus à échelle humaine. C'est ce nouvel âge du capitalisme.

Leïla Abdelgayacoub : Oui, pour rebondir sur certains des points d'Alexis. En fait, c'est pas un... Enfin, en tout cas, je n'ai pas non plus trouvé d'historien, mais il y a un journaliste qui avait fait, je crois, dans Challenge, un article super intéressant qui s'était pris de passion, c'est un passionné de Balzac, qui s'était pris de passion pour relire tout Balzac et aller chercher un peu tous les chiffres et les ordres de grandeur de l'époque. Et en fait, il avait montré que même les personnages à l'époque présentés comme des personnes immensément riches et qui sont associés pour nous à des niveaux d'inégalités extrêmement choquants, qu'en fait même rapportés aux fortunes actuelles, c'est comme si aucun, même en prenant en compte l'inflation, etc., c'est comme si aucun d'entre eux à l'époque ne serait -ce que milliardaire. Personne n'était l'équivalent d'une personne qui aujourd'hui aurait un milliard par rapport à ce que possède le reste des gens dans ce pays. Donc il y a plusieurs choses comme ça qui permettent quand même de se rendre compte que derrière un sentiment de progrès social sur de nombreux points, on est aujourd'hui dans une situation de crise très grave des inégalités qui est liée à une crise aussi de pouvoir et de pouvoir de certains individus même sur les Etats, sur l'opinion, sur la politique, qui est extrêmement inquiétante. Et pour rebondir aussi sur un deuxième point, tu parlais tout à l'heure de la question de l'accès aux votes, du vote censitaire, de qui a le droit de prendre les décisions politiques. C'est quelque chose qui passe si loin d'on aujourd'hui. Quand on voit, par exemple, aux Etats-Unis, il y a des études passionnantes qui ont été menées, il y en a notamment une qui montre qu'en moyenne, quand vous voulez mettre en place une loi qui est favorable aux plus riches, elle a en moyenne 45 % de chance d'être adoptée. Quand, en revanche, cette loi n'a pas le soutien des plus riches du pays, là, ce taux moyen d'adoption chute à 18%. Donc vous avez un potentiel impact par les intérêts des uns et des autres, par les postes politiques occupés par les uns et les autres, qui peut être extrêmement important, qui peut prendre de nombreuses formes, mais celui de la fortune illimitée, qui devient plus importante que le pouvoir parlementaire représentatif et le pouvoir du peuple en général, c'est quelque chose qui devient de plus en plus prégnant, y compris en France, où ça peut poser beaucoup de questions, d'avoir des personnes aussi riches que certaines le sont aujourd'hui et leur impact sur notre pays. C'est quelque chose qui est très actuel et très inquiétant.

Est-ce que tu me permets de rajouter cet aspect, c'est... On a... Alors vous allez dire que c'est un peu mesquin de ma part, mais on a un gouvernement aujourd'hui où, sur les 29 ministres du gouvernement Lecornu, 14 d'entre eux sont millionnaires. Enfin, plus que millionnaires, en

patrimoine supérieur à un million. Ça n'a jamais été aussi élevé. Le gouvernement Beyroud était encore plus important. C'était 22 ministres dans le gouvernement Beyroud qui avaient des patrimoines personnelles supérieures à un million. Là, on a quand même un sujet, et je le dis comme parlementaire, ça me choque toujours que quand je vois que ce qu'on appelle les riches, pour faire simple, les économistes, il n'y a pas de... Là, tu me corriges, il n'y a pas de données de définition stabilisée, mais on considère que c'est le double du salaire médian. C'est ça, le salaire médian, c'est 2200 euros en France.

Leïla Abdelgayacoub : Un peu, oui, ça dépend des critères, mais oui. Ce que je veux dire, c'

est que les parlementaires, l'indemnité d'un parlementaire nous place dans les 10 % dans le décide le plus important de la population. Donc attention à cet aspect de ne pas perdre de vue que très vite, dans le pouvoir, alors nous, c'est l'opposition, etc., mais on peut être aussi, si on n'y prend pas garde, si demain, nous étions en responsabilité, être aussi pris par ce détachement, cet entre-soi social, où finalement, ceux qui prennent des décisions et votent les lois ont des conditions matérialisées d'existence, qu'on le veuille ou non, quand même, ils sont animés de la meilleure volonté, parfois, les détachent complètement du quotidien des gens à tel point qu'ils sont dans les 10 % les plus riches. Alors quelle est la réponse à ça ? C'est pas simple. Moi, je suis pour des parlementaires qui ont des moyens de travailler. On peut, y compris, évidemment, discuter du fait que ça évite la corruption, tout ce qu'on veut. Mais attention à ce que nous soyons vigilants, à ce que, quand nous plaçons pour des réformes démocratiques et une 6e République, c'est aussi la vigilance sur le fait que les citoyens ont des possibilités de contrôle sur leurs élus. Moi, à titre personnel, je reste attaché à l'idée d'un pouvoir de révocation des élus, un contrôle citoyen entre les élections, mais aussi travailler vraiment à des mesures de parité sociale, de veiller à ce que, sur nos listes, il y a eu un magnifique loi qui a été faite quand nous avons fait la parité homme-femme, et des associations citoyennes le portent, favorables à ce que, en fonction d'une photographie des catégories sociales de la population, des catégories de l'INSEE, lorsqu'on présente une liste, on doit avoir obligation, quand même, que sa liste ne soit pas composée de gens qui sont socialement dans les plus favorisés. Vous me trouverez peut-être rêveur, mais réfléchissez-y quand même, parce qu'ils ont pris le pouvoir économique, ils ont le pouvoir culturel et idéologique, mais dans le pouvoir politique aussi, il y a quelque chose qui est... Comment on dit ? Une mise à distance du quotidien, des rémunérations, de ceux qui sont... Nous tous, nos familles, etc. Je rappelle, pour parler de moi, après 22 ans d'enseignement dans le lycée professionnel, ma dernière rémunération d'enseignant avant de devenir député, c'était 2 340 euros par mois. Un enseignant, c'est ça. Et j'ai doublé de salaire, ça m'a choqué. Mes parents sont des gens modestes, mais on en est là. Un prof, en 22 ans de l'enseignement professionnel, gagne la moitié d'un parlementaire. Bon, donc à nous de réfléchir que l'antisocial a aussi pour racine l'antidémocratique, ou pour le dire autrement, c'est dans l'antidémocratique que se loge souvent l'antisocial ou l'antiécologique.

Merci beaucoup à tous les 2, parce que je pense qu'on a pu parler d'un certain nombre de choses. J'ai peut-être pu ouvrir la parole, on va dire, aux personnes qui nous écoutent. Est-ce que certains et certains ont des questions ou peut-être des interrogations, des déclarations à faire ? Pas ? Vas-y, j'ai la chance.

On remercie le premier qui prend la parole.

Je remercie, c'est pas facile. Oui, j'aurais une question parce qu'on parle des inégalités de richesse aujourd'hui qui existent avec déjà les 10 % les plus riches de France, mais ce qui semble beaucoup plus prégnant, c'est quand même cette richesse quoi que soit exponentielle des derniers déciles qui ont été montrés par des travaux comme ce Piketty, Tchanseil ou de Zuckmann, et où en fait on a

aussi cette caste, mais le débat existe en France, mais d'ailleurs a l'air d'exister dans tous les pays européens, que ce soit en Angleterre, que ce soit en Suède désormais aussi, qui était pourtant présenté comme un par rangon d'état social. Cet effet de la financiarisation qui donne à une extrême minorité les 0,1%, les plus riches de France et puis de chacun de ces pays, un pouvoir économique qui semble complètement dépasser les capacités des États à les contrôler, à les taxer. Et donc la question qui vient, et je reviens peut-être sur la question d'un taxe Zuckmann, ma question que je cherche à poser, c'est... On commence par un taxe Zuckmann, mais en fait, qu'est-ce qui suit derrière pour empêcher cette reconcession de capital qui se met en place depuis la fin de la Seconde Guerre mondiale où les inégalités avaient été quasiment complètement abolies et puis qui reprennent en force depuis les 20, 30 dernières années et qu'on n'arrive pas vraiment à arrêter. Quel serait le mécanisme pour essayer de... parvenir à une forme de régulation, de cette forme de richesse pathologique qui nuit à notre démocratie ?

D'autres personnes ou pas pour l'instant ? OK. Peut-être que ça nous permettra, je pense, à la fois tous répondre et en même temps d'en faire un moment de conclusion de cette discussion. Peut-être pour commencer, et je passerai ensuite la parole à Alexis puis à Leila parce que je crois que c'est toujours important de laisser la parole à nos organisations partenaires. Vous êtes là tous les deux et je vous remercie. Je pense que tu as raison de poser la question, finalement, de l'ensemble de ce qu'on essaie de proposer aujourd'hui. Et moi, je le vois notamment depuis le Parlement européen. Où j'aborde cette question de l'ultra-concentration des richesses, notamment dans l'impact qu'elles peuvent avoir sur l'information et les médias, la culture. Et ce qu'on porte avec les socialistes aussi dans notre projet, et je crois que ces temps a bien plus large que les socialistes à gauche, mais c'est finalement d'assumer qu'aujourd'hui, on doit avoir de vraies nouvelles lois anti-concentration et de déconcentration. À la fois parce qu'on a des mécanismes de concentration horizontale que nous connaissons maintenant depuis longtemps, une personne ou une entreprise qui, et souvent les choses se relient, qui obtiennent des positions dominantes sur le marché, comme on le dit assez souvent, mais aussi des mécanismes de concentration vertigo qui sont extrêmement dangereux, à la fois pour ce qu'on expliquait tout à l'heure, pour évidemment la structure même de notre économie et des inégalités dans le pays. La question d'avoir aujourd'hui des lois anti-trust, finalement, pour peut-être un peu même provoc' sur le nom à utiliser, ce qui est intéressant même pour nous à gauche, c'est qu'il va falloir qu'on rappelle peut-être aux libéraux et à la droite que cet outil-là et même ce travail contre la concentration a parfois été même leur outil finalement. Pourquoi ? Parce qu'il va falloir dire qu'on a aussi une droite qui change dans ce qu'on a en face de nous. Une droite qui, par le passé, a pu faire l'éloge de la concurrence libre et non faussée, d'un marché extrêmement libre, de l'accumulation des richesses de manière exponentielle, mais parfois un peu fantasmée, mais d'une forme de libéralisme. Aujourd'hui, on a quand même une droite, et en France, je dirais qu'elle est quand même très incarnée par, par exemple, quelqu'un comme David Lisnar ou d'autres, qui disent l'Etat a perdu et plutôt finalement qu'assumer une forme de souveraineté renouvelée pour notre État, y compris pourquoi pas pour eux avec des doctrines de droite, ils disent nous allons abandonner notre pouvoir tout notre pouvoir au marché. Et pour nous, la gauche, je crois que c'est justement le moment à la fois de démasquer les adversaires que nous avons en face, qui finalement préfère l'absence de pouvoir et l'abandon de la puissance des citoyens, de la souveraineté populaire ou de la souveraineté d'un État pour finalement l'abandonner à la toute puissance du marché avec ce qu'elle implique à la fois d'inégalité mais aussi de danger pour notre démocratie. Et dans ce moment-là, nous devons assumer que dans ces batailles culturelles, et tu as eu raison tout à l'heure, je crois, Alexis, de parler de domination culturelle, on pourrait même parler d'hégémonie culturelle pour reprendre à ce point le lexique grammuchiste, mais je pense qu'il faut qu'on assume de mettre au cœur finalement de notre bataille culturelle une bataille aussi qui concerne réellement un affrontement avec ce capitalisme financier. Et aujourd'hui, nous n'arriverons pas à régler le problème uniquement avec une taxe Zuckman. Il faudra effectivement assumer de taper dans la

fondation même de ces grandes concentrations. Et donc oui, il faut des lois de déconcentration, des lois antitrustes. Je le dirais d'abord en priorité dans ce qu'on peut estimer être les domaines stratégiques pour notre souveraineté et notre sécurité nationale et dans ce sens, moi, je suis assez large, parce que j'estime qu'on peut parler à la fois de culture, d'information, mais aussi, par exemple, d'alimentation. Mais la réalité, c'est que si nous voulons réellement que demain, les milliardaires ne soient pas finalement l'incarnation de la dépossession du pouvoir de la souveraineté populaire, eh bien, il va falloir assumer cette vraie confrontation -là avec ce capitalisme financier qui finalement bouffe tout. Alexis, peut-être. Vous voulez là ? Dans l'ordre, vous voulez.

Tu conclus sur la précision des choses ? Non, mais... On est effectivement dans un moment, et c'est pareil d'un certain point de vue, c'est pas notre débat, mais sur ce qui se passe d'un point de vue international, c'est -à -dire le mépris du droit international. Et un modèle, aujourd'hui, Trump a né le visage emblématique, c'est -à -dire des gens qui ne veulent plus aucune règle. Et David Lissner est un petit milleille qui lui-même est un petit Trump. Moi, je pense qu'après, dans notre pays, on évoquait les grandes hégémonies, il y a encore quelque chose, c'est un pays quand même qui reste attaché à la République, je pense que ça n'est pas majoritaire, cette pensée -là. Mais elle se fait entendre. On est dans un moment où il y a encore... Les Français sont attachés au service public. Mais c'est là où le poids de nos défaites pèse l'eau, c'est qu'ils sont attachés au service public, mais ils voient bien qu'il ne va pas très bien, je suis chez les socialistes, et je le dis fraternellement, quand la gauche a été une responsabilité, le résultat a laissé des cicatrices. Chez les militants, des ranc-urs, mais chez beaucoup de gens, l'idée que même la gauche, elle ne fait pas mieux et qu'après tout, ça ne marche pas. Tout ça, les défaites électorales pèsent lourd aussi culturellement, idéologiquement. Il ne faut pas se tromper, parce qu'après, quand nous subissons des défaites, c'est pas vrai que ça accumule des forces pour la suite faire mieux. Et je le dis d'ailleurs dans l'échéance présidentielle qui vient, perdre en particulier contre nos principaux adversaires peut nous faire entrer dans un hiver politique extrêmement long. Donc optimiser nos possibilités de victoire est un enjeu majeur. Alors pour terminer, parce que nos voisins sont en train d'envoyer la purée, moi, ce que je trouve bien dans les débats sur la fiscalité, même si ça ne règle pas le problème, et dans le débat avec Zuckman, c'est que c'est un débat qui était vertueux. Moi, je suis un unitaire. Le NFP abîmé a existé lors du débat avec Zuckman. On était tous d'accord là-dessus. Donc je pense que c'est des terrains, d'abord qu'à bord de la question sociale, qui sont hégémoniques, qui sont majoritaires dans le pays, qui nous placent à nos côtés des intellectuels. Il y a quelque chose qui était bien et il faut y penser pour la suite. Et je pense que ça peut fournir, dans l'échéance qui vient, le c-ur de ce que nous avons à faire, être sur l'essentiel, la lutte contre les inégalités. Et j'arrête là pour que Léla puisse parler parce qu'après, ça va être trop fort.

Leïla Abdelgayacoub : Merci Alexis, je vais essayer. Ouais, OK. Pour répondre d'abord sur la question de la taxe de Zuckman en elle-même, ce que je trouve intéressant, notamment dans ce débat spécifiquement, étant donné le sujet qui nous anime aujourd'hui, c'est à quel point cette discussion a incarné un moment justement de questionnement sur la démocratie dans notre pays. Alexis disait qu'on a un attachement qui reste fort à la République en France. Là aujourd'hui, avec Oxfam, on a une véritable inquiétude qui est que la République soit en danger aujourd'hui. Pourquoi je dis ça ? Parce que la taxe Zuckman est un très bon exemple en cela que vous aviez de très nombreux économistes qui étaient pour, dont cette prix Nobel. Vous aviez des discours implacables sur son importance, son utilité, le fait qu'en effet, elle ne réserverait pas tout, mais aurait un impact important. Vous aviez 86 % de la population qui était favorable. Et vous avez même une grande partie des représentants de l'Etat qui l'étaient, des représentants de la population, puisque vous avez... une majorité dans un premier temps de l'Assemblée nationale qui avait voté pour. Donc d'un point de vue démocratique vous pourriez vous dire que tout est réuni. Vous avez à la fois des experts qui sont pour, la majorité de la population et la représentation nationale. C'est dans ce contexte qu'il

y a eu un véritable effet de backlash, je vais aller vite parce que ça devient un peu absurde en quelques phrases, il y a eu un véritable effet de backlash, c'est à dire que vous avez eu en l'occurrence des ultra riches et des milliardaires, notamment incarné par l'homme le plus riche du pays, Bernard Arnaud, ce qui est quand même symboliquement quelque chose qui est très inquiétant. C'est presque un peu étrange de se dire qu'on ne se dit pas que c'est une position qui appelle un peu justement à l'humilité et à ne pas vouloir trop faire de bruit quand vous êtes à ce niveau -là de richesse dans un pays. Utiliser son niveau de richesse pour un pouvoir aussi direct, pour avoir un impact aussi direct sur les décisions politiques, c'est quelque chose de très inquiétant. Et aujourd'hui l'homme le plus riche de notre pays, c'est ce qu'il souhaite faire et c'est ce qu'il fait régulièrement. Il avait déjà fait il n'y a pas si longtemps, au moment où on était encore en préparation des Jeux Olympiques en France, je ne sais pas si vous vous souvenez, c'était sorti à l'époque dans le monde, vous aviez quand même l'homme le plus riche du pays qui a essayé de faire pression sur le gouvernement parce qu'il était mécontent d'une mesure fiscale qui venait de passer dans le budget, qui était sur la taxation des rachats d'actions. Il a dit qu'il était très mécontent et que si c'était comme ça, il enlèverait son financement des Jeux Olympiques. C'est quand même du chantage directement lié à son pouvoir financier pour peser plus que la représentation nationale qu'il venait de voter pour. Donc on a vraiment une question démocratique qui est profondément remise en question et profondément inquiétante. Et donc là d'Axukhman s'est incarnée très bien ce sujet, ce n'était pas lui tout seul, c'était aussi avec le soutien du Medef qui lui aussi a voulu représenter l'ensemble des patrons de France à tel point que d'ailleurs les autres organisations patronales ont dit attendez, nous on n'a pas dit qu'on était contre l'Axukhman, vous vous embarquez dans votre truc parce que vous avez quelques personnes qui aujourd'hui au nom de leur fortune, au nom de leur fortune financière se permettent de parler et de prendre des décisions pour l'ensemble du pays. Donc ça, c'est quelque chose de très inquiétant. Et pour répondre, donc c'était juste pour dire c'était une très bonne illustration et pour répondre au reste de la question qui était qu'est ce qu'on peut faire d'autre, je pense que c'est une très bonne mesure, évidemment ça ne peut pas être la seule, mais lutter contre les inégalités et donc contre l'ampleur de ces richesses, c'est très important. Donc on a 19 propositions en fiscal à Oxfam pour une fiscalité juste. Je ne vais pas tout les énumérer, mais il y a plein de choses qu'on peut faire et en ayant en tête vraiment cet enjeu démocratique d'autant plus important qu'il y a des chiffres quand même qui montrent que c'est directement corrélé, que dans les pays où les inégalités augmentent, que plus les inégalités sont fortes, les inégalités économiques, plus les inégalités économiques sont fortes, plus la démocratie est en danger. J'avais un chiffre précis là -dessus que je peux vous dire pour conclure. Voilà le risque de recul démocratique est sept fois plus élevé, sept fois plus élevé dans les pays où les inégalités sont particulièrement fortes d'un point de vue économique. Donc pour lutter contre l'une, il faut lutter contre l'autre et il faut mettre fin à l'ampleur des inégalités et à cette ampleur sans limite de fortune des milliards d'euros dans le pays.

Merci beaucoup Leila, merci Alexis. Les débats sur le stand socialiste, ils vont évidemment continuer pendant toute la fête de l'Humain en lien direct d'ailleurs avec ce dont on a discuté aujourd'hui. Est-ce que les milliardaires ont pris le pouvoir ? Il va y avoir dimanche, je crois que c'est la dernière table ronde, une discussion sur comment aujourd'hui lutter contre le racisme et l'antisémitisme. Et il faut le dire, à une heure où les milliardaires et les réactionnaires s'allient, ça va être une bataille qu'on va devoir mener aussi de front, des batailles qu'il faut mener ensemble. Et je crois que ça montre l'importance à la fois de notre projet dans l'année qui vient et aussi évidemment de la construction de l'Union de la gauche qui est évidemment un horizon qu'on ne quitte pas des yeux. Merci camarades d'avoir suivi ce débat et on se retrouve très rapidement.